

Développer les valeurs humaines à l'école

Jean Kaseréka est coordinateur communautaire des écoles de la Communauté Baptiste au Centre de l'Afrique (CBCA). Egalement membre du bureau du RIEP, il nous a parlé de son expérience éducative.

La CBCA gère 655 écoles : 22 écoles maternelles, 418 écoles primaires, 255 écoles secondaires.

Au sein de la communauté, Jean est un des quatre coordinateurs. Comme il réside à Goma (République Démocratique du Congo), où se trouve le siège de la CBCA, il a été également désigné comme chef du département de l'éducation.



Jean Kaseréka, DR

Outre ces fonctions, il est directeur du programme de formation des enseignants à pédagogie active participative, programme financé par l'Allemagne depuis 10 ans.

L'ÉTAT DE L'ÉDUCATION EN RDC

« Nos écoles sont appelées « écoles conventionnées » : publiques, mais confiées par l'Etat aux Eglises pour la gestion », explique-t-il.

En effet, les écoles de RDC ont été nationalisées en 1975. Mais, au vu de la dégradation de la situation des établissements scolaires (pillage, corruption), les parents ont demandé la rétrocession des écoles aux Eglises. C'est pourquoi, depuis 1977, l'Etat et les institutions religieuses (Eglise catholique, Eglises protestantes et communauté musulmane) ont signé une convention de gestion.

Ainsi, les écoles restent publiques mais elles sont gérées par les Eglises qui peuvent y dispenser des cours de religion et instaurer l'aumônerie au sein des écoles. Pour Jean, c'est ce qui a permis de sauver l'éducation en RDC : moins de 15 % des écoles publiques sont gérées par l'Etat.

LE RIEP : POURQUOI ?

Jean Kaseréka est membre du bureau du RIEP depuis 2015 : il souhaite y apporter sa contribution.

Au niveau régional, une telle organisation existe avec le Rwanda et un travail a été mis en place avec le Cameroun : il souhaite élargir ce cercle régional à d'autres pays (Congo-Brazzaville, République centrafricaine...).

« Ce que nous attendons du RIEP, c'est de coordonner les activités qui se font dans les écoles protestantes pour favoriser les échanges entre les membres », dit-il. « Nous avons besoin de travailler comme un corps si nous voulons promouvoir la qualité de l'éducation dans les écoles protestantes ».

Pour Jean, il existe un grand défi : « Dans mon pays, les écoles protestantes ont longtemps été perçues comme des écoles de second niveau. Mais depuis que nous avons mis en place le Programme de formation des enseignants à pédagogie active participative, nous recevons des témoignages, notamment d'inspecteurs officiels, qui constatent que la qualité de l'éducation est meilleure. Le but n'est pas d'être le premier », souligne-t-il, mais de « développer les valeurs humaines dans nos écoles. Il y a beaucoup de corruption, d'insécurité et de chômage dans le pays », dit-il, et il existe ainsi le « besoin que l'école apporte des valeurs à la société. C'est cette école-là que nous voulons promouvoir, d'où la nécessité du partage d'expérience. A travers le RIEP, le Défap, nous voulons travailler pour échanger autour d'expériences réussies, les partager ».

LE RIEP, UN APPUI AUX PROJETS

Un autre aspect important selon Jean, c'est de « développer des projets communs avec le RIEP ». Tout comme les autres membres du bureau, il a présenté des projets à développer au sein de son pays, avec l'objectif que le RIEP participe à leur financement grâce à de grands bailleurs de fonds.

Ces projets ciblent différents thèmes : l'éducation à la paix (chose essentielle dans la région des Grands Lacs, région

imprégnée d'une insécurité permanente), la sauvegarde de l'environnement, la réhabilitation de certaines infrastructures scolaires.

Le bilan que Jean fait du RIEP depuis deux ans est éloquent : « Nous saluons le travail du RIEP, avec Mme Mireille Boissonnat qui s'investit beaucoup dans le projet, mais aussi le pasteur Jean-Luc Blanc. Le RIEP milite pour une éducation de qualité dans le secteur protestant. » Et d'ajouter : « Nous comptons beaucoup sur le Défap pour nous fédérer. Nous voulons aussi compter sur le gouvernement français, car nous faisons partie d'un espace francophone ».